

entreprise commerciale qui ne soit pas aujourd'hui en meilleure posture financière qu'en 1939, sous le rapport de ses obligations, de son encaisse au Trésor, et le reste. Il est vrai que les entreprises commerciales ont été lourdement taxées, mais elles avaient un gros revenu assujéti à l'impôt. Et, à cause des régies qui ont été établies, les entreprises commerciales entrent l'avenir avec plus de confiance que si l'on avait permis aux prix de monter. Tous les honorables sénateurs qui sont dans les affaires le savent aussi bien que moi.

Il est vrai qu'un autre aurait pu agir autrement au cours de la guerre. Le Canada s'est tiré d'affaire au cours de cette guerre beaucoup mieux qu'au cours de l'autre guerre. Ce n'est pas parce qu'un parti en particulier était à la tête du pays; tous les Canadiens y ont contribué. S'il y avait une autre guerre,—que Dieu nous en garde,—nous ferions mieux qu'au cours de la dernière.

En dépit des critiques de mon honorable ami, j'affirme que le Canada est en assez bonne posture aujourd'hui et qu'il envisage l'avenir avec une grande confiance.

Je veux maintenant parler brièvement de l'Assemblée de l'Organisation des Nations Unies à New-York. Je n'ai pas l'intention de m'étendre sur tous les détails, mais je veux plutôt vous communiquer une ou deux impressions que j'en ai rapportées. Deux grandes responsabilités incombaient aux délégués dans leur recherche de la paix future. La première est la question du désarmement et de la police internationale; l'autre, la suppression des causes de guerre. On a abordé ces questions, je crois, avec assez de succès. Je veux vous dire, honorables sénateurs, que vous avez raison d'être fiers du rôle qu'a joué le leader de l'opposition. Il était président d'un comité; je vous assure qu'il s'y est vivement intéressé et qu'il a rendu de grands services non seulement par ses conseils au sujet des différentes questions qu'il a abordées, mais par la bienveillance qu'il a témoignée envers les divers délégués. Après tout, c'est un élément très important qui exerce une très grande influence.

En ce qui concerne le problème du désarmement, comme vous vous en souvenez, un long débat s'est terminé par le vœu unanime que le Conseil de sécurité élabore un plan de désarmement et de police internationale, se rattachant au principe de la surveillance internationale. C'est un grand pas en avant. Même s'il faut des mois, même s'il faut un an ou plus pour élaborer les détails, je dis que c'est un grand pas en avant. Puis, au sujet de la suppression des causes de guerre, je rappellerai seulement que, dans le domaine politique et le domaine économique-social, il

s'est présenté des questions très délicates. Il y a eu la question de Franco en Espagne et celle du grief soulevé par l'Inde contre l'Union Sud-Africaine qui, ainsi que l'a dit le leader de l'opposition, a fait surgir le problème des secours. Il y a eu ensuite le problème des secours une fois que l'UNRRA aura cessé d'exister, de l'alimentation, des causes directes ou indirectes de la guerre. Lorsque le compte rendu sera publié, je pense que le leader de l'opposition et moi-même, vos délégués à cette assemblée, devrions traiter plus à fond de ces questions et inviter les honorables sénateurs à les discuter plus en détail, parce que ni lui, ni moi, nous n'avons eu l'occasion de vous en faire part.

Je veux parler de quelques-unes de mes impressions. A l'un des comités, qui s'occupait de la question des secours une fois que l'UNRRA aura cessé d'exister, il s'est déroulé un long et vif débat. L'UNRRA, qui avait été financée principalement par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada et qui venait au secours des pays affamés, allait prendre fin. Il s'agissait de savoir ce qui arriverait après qu'elle aurait cessé d'exister à la fin de l'an dernier. Les opinions étaient très nettement tranchées. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont pris une attitude bien définie: ils étaient disposés à fournir toute l'aide nécessaire, mais ils ne voulaient pas qu'un organisme international, qui n'avait aucune responsabilité directe envers les contribuables, en fit la distribution d'après ce qu'on pourrait appeler un plan international. L'attitude du Canada était la suivante: nous étions disposés à aider et cette assistance devait avoir une portée internationale, parce qu'on blâmait les Etats-Unis et la Grande-Bretagne de s'en être servi ou d'avoir l'intention de s'en servir comme d'une arme politique. Comme je l'ai dit, la discussion a été fort animée. Elle a duré des semaines, et la majorité était en faveur de la distribution internationale; mais les Etats-Unis et la Grande-Bretagne se montraient insensibles et ne voulaient pas y consentir. Un jour ou deux avant la fin de l'Assemblée, il était manifeste que tout se terminerait sans qu'on en fût venu à une entente sur cette très importante question. Un certain jour, M. LaGuardia, qui avait été directeur de l'UNRRA et qui se démettait de ses fonctions, a très violemment attaqué son propre gouvernement: il laissa entendre qu'il avait l'intention de se servir des vivres comme d'une arme politique; et, par la même occasion, il n'a pas été plus flatteur à l'égard de la Grande-Bretagne. Aussi, vous pouvez comprendre que la situation était très sérieuse. Le moment était angoissant lorsqu'un samedi matin M. LaGuardia, qui est un orateur à l'émo-